



%

lignes d'attac

**La justice fiscale, enjeu de la campagne
Chili : Après la victoire électorale, quels
défis pour les mouvements populaires ?**

EDF face à ses concurrents

Une jeunesse qui se tient sage ?

**Dossier : Pour d'autres politiques
migratoires**

numéro 129 avril 2022

PUBLICATIONS & CALENDRIER

Livres

sur attac.org/l/boutique

Macron, on fait le bilan

Attac, éditions LLL, 2022



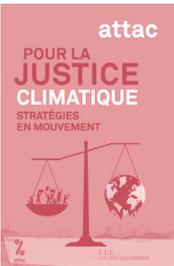
Un monde en lutte – rencontres et expériences militantes

Attac, éditions de l'Atelier, 2021



Pour la justice climatique – stratégies en mouvement

Attac, éditions LLL, 2021



Notes

Fraude : ne pas se tromper de cible,
mars 2022

Les candidats des inégalités,
mars 2022

Macron, dépôt de bilan fiscal,
janvier 2022

À venir

23 avril

Conférence nationale des comités locaux
(à distance)

1 au 6 mai

Forum social mondial à Mexico

14 & 15 mai

Assises d'Attac France à Chambéry : débat
sur le rapport d'orientation et rencontre
avec les candidat·es au prochain Conseil
d'administration

17 au 21 août

Université d'été des Attac d'Europe
à Mönchengladbach, Allemagne

1 & 2 octobre

Assemblée générale d'Attac France à Paris

bulletin d'abonnement lignes d'attac

nom
prénom
adresse

code postal ville

courriel

- abonnement d'un an au tarif normal de 20€
 abonnement d'un an au tarif adhérent·e 12€

date
signature

chèque bancaire ou postal à l'ordre d'Attac
à retourner à

Attac – service abonnements
21ter rue Voltaire 75011 Paris

Attac
association pour la taxation
des transactions financières
et pour l'action citoyenne
est un mouvement
d'éducation populaire
tourné vers l'action.
Attac se mobilise
contre l'hégémonie
de la finance
et la marchandisation
du monde,
pour des alternatives
sociales, écologiques
et démocratiques.

éditeur de publication
Attac France
directrice de publication
Annick Coupé
secrétariat de rédaction
Eric Le Gall, Franck Mithieux
conception maquette
Stéphane Dupont

ont participé à la rédaction
de ce numéro
Verveine Angeli, Marie Beyer,
Jean-Michel Coulomb,
Annick Coupé, Anne
Debrégeas, Didier Falleur,
Franck Gaudichaud,
Jean-Marie Harribey,
Pierre Khalfa, A.L., Christine
Mead, Franck Mithieux,
Alice Picard, Dominique
Plihon, Alain Refalo,
Julien Rivoire, Gilles Sabatier,
Séverine Schulte, ainsi que
les membres de l'Observatoire
de la justice fiscale, du groupe
de travail Afrique
et des comités locaux Attac 22
et Attac Pays Malouin-Jersey

couverture
Arnaud César Vilette
Rassemblement en soutien
aux ukrainien·nes
(5 mars 2022)

illustrations
Charlotte Planche

impression
sur papier recyclé
Stipa Montreuil



SYNDICAT DE LA PRESSE SOCIALE

abonnement annuel
4 numéros : 20€
dépôt légal à parution
ISSN 1620-8420
CPPAP 0524G81654

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org



Depuis sa création, Attac est une association indépendante qui ne soutient aucun parti ni aucun·e candidat·e. Néanmoins, alors que le quinquennat a été marqué par l'injustice fiscale, sociale, environnementale, et une inquiétante restriction des libertés, nous considérons que la réélection d'Emmanuel Macron serait dramatique. L'analyse réalisée par Attac dans le livre *Macron, on fait le bilan* démontre le bilan calamiteux de ces cinq années.



Toutefois, il ne s'agit pas de dénoncer uniquement le sortant. Trois des candidat·es parmi les mieux placés pour accéder au second tour apparaissent aussi dangereux : Marine Le Pen et Eric Zemmour prônent des thèses nationalistes, identitaires et xénophobes, tandis que Valérie Pécresse reprend à son compte le vocabulaire et certaines propositions de l'extrême droite. Tous recherchent des bouc-émissaires et tentent de séduire les classes populaires et moyennes en faisant croire que nos difficultés seraient causées par les immigré·es ou les personnes de confession musulmane pour éviter de désigner les vrais responsables des inégalités : les plus riches.



D'ailleurs, si l'on s'intéresse à leurs programmes économiques, il est troublant de voir la similarité de leurs propositions. Malgré des différences, tou·tes portent une forme de surenchère sidérante et dangereuse pour approfondir la logique libérale et creuser encore davantage les inégalités ainsi que l'injustice fiscale et sociale. Le rapport sur les « candidats des inégalités », publié le mois dernier, ainsi que les diverses actions menées partout en France, l'ont démontré.



A l'heure où nous écrivons ces lignes, la campagne électorale est reléguée au second plan par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Attac dénonce l'agression russe et soutient la population ukrainienne, ainsi que celles et ceux qui partout dans le monde, et en premier lieu en Russie, manifestent courageusement contre le dictateur russe. Nous appelons à la construction d'un mouvement internationaliste solidaire œuvrant à la démilitarisation des relations internationales.

Nous demandons l'arrêt des bombardements, le retrait de toutes les forces russes d'Ukraine et la fin de l'ingérence russe ; l'accueil dans l'Union européenne de tou·tes les réfugié·es, sans aucune discrimination ; l'annulation de la dette publique qui pèse sur l'Ukraine ; le respect du droit à l'auto-détermination des peuples.

Annick Coupé, Alice Picard,
Raphaël Pradeau
et Julien Rivoire
porte-paroles d'Attac France

Ce numéro de Lignes d'Attac a été clôturé le 17 mars 2022.

Chili : après la victoire électorale de la gauche face à l'extrême droite, quels défis pour les mouvements populaires ? **ANALYSE**

Afin de proposer un bref panorama de la situation sociale et politique au Chili, et alors que le gouvernement de gauche a débuté son mandat le 11 mars, nous proposons ici trois points d'analyse¹.

La victoire de Gabriel Boric, en décembre dernier, a été vue comme un signe d'espoir pour la gauche de transformation à travers le monde. Quelles sont ses origines ?

La victoire de Gabriel Boric, soutenu par une coalition du Frente amplio (FA) et du Parti communiste (PC), est d'abord une victoire populaire contre une extrême droite néo-pinochetiste qui revendique l'héritage de la dictature et promettait la criminalisation du mouvement autochtone Mapuche, des luttes féministes et LGBTQI, et du mouvement social. C'est aussi une victoire face aux socio-libéraux – la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti socialiste (PS) – qui ont gouverné le Chili de 1990 à 2010 et durant la dernière présidence de Michelle Bachelet. Ce résultat est, en partie, le fruit de la grande révolte populaire d'octobre 2019, contre l'héritage de trente années d'un néolibéralisme radical, géré par la droite et les socio-libéraux. Elle intervient dans un contexte d'abstention majoritaire au premier tour et de forte défiance vis-à-vis de tous les partis politiques. Enfin, c'est aussi à relier au référendum de 2020 et aux élections de 2021 qui ont élu une Convention constitutionnelle, très marquée à gauche, et qui doit enterrer la Constitution Pinochet de 1980 (et qui devrait proposer une nouvelle constitution en juillet prochain). Alors, qu'au premier tour, l'extrême droite de José Antonio Kast était en tête, le sursaut en faveur de Boric a été porté par une mobilisation des femmes, des quartiers populaires et de la jeunesse. Mais il n'a pas reçu carte blanche.

A quelles difficultés le nouveau gouvernement va-t-il être confronté pour mener à bien son programme ? Quels regards critiques sur ce dernier ?

Il faut d'abord insister sur les limites de la coalition elle-même : le FA comprend des militant·es de gauche sincères et des figures des mouvements, mais aussi un secteur qui pense qu'il faut s'allier aux sociaux-libéraux : d'où la composition très hétérogène du gouvernement. L'aile gauche du FA avait quitté ce mouvement en 2019 lorsque Boric a négocié avec la droite un accord pour « la paix sociale » et une nouvelle constitution dans un contexte de violente répression. Dans l'entre-deux tours, la coalition, malgré les réticences

du PC, a fortement modéré son programme postnéolibéral qui mettait en avant notamment le soutien à une santé et à une éducation publiques, une fiscalité accrue sur les plus riches, et la reconstruction d'un système de retraite plus juste. Ce « recentrage », amplifié par la nomination de certaines figures libérales aux côtés de militant·es de gauche à des portefeuilles clés, va créer des tensions car les attentes de la rue sont fortes. Gabriel Boric, 35 ans, aura aussi du mal à gouverner car il a face à lui une oligarchie très puissante. Il n'a, de plus, pas de majorité au parlement et devra négocier ses mesures sociales avec la DC et le PS. Et il affrontera une opposition droite/extrême droite forte, alliée aux pouvoirs économiques. Il sera aussi confronté à l'inconnu quant à la mise en place fin 2022 de la nouvelle constitution, après référendum. Le mouvement populaire a donc une grande responsabilité pour imposer les réformes sociales, favoriser la mise en place de la nouvelle constitution (qui devrait être clairement progressiste) et continuer à permettre un élargissement de l'espace des possibles.

Quelles sont les attentes au sein du mouvement social et de la gauche syndicale ?

Les attentes sont à la fois très fortes, et l'espoir de changements réellement structureux assez modéré ! Ainsi, le mouvement féministe, très puissant, a appelé lors des élections à battre Kast tout en se disant prêt à la mobilisation dès la prise de fonction de Boric. Le mouvement social sait qu'il devra compter sur ses propres forces. Le défi est notamment de reconstituer des dynamiques d'auto-organisation « par en bas », comme avec les assemblées territoriales de 2019, tout en affrontant la crise économique en cours et les conséquences de la pandémie. Le syndicalisme, fragmenté, reste très affaibli depuis la dictature. En 2019, la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) n'a pas été en capacité d'accompagner la révolte. Durant la campagne, Boric a soutenu la semaine de 40h (contre 45 aujourd'hui), une nette augmentation du salaire minimum et la légalisation de la négociation par branche : le syndicalisme de lutte doit le prendre au mot ! Dans l'immédiat une question reste cruciale : obtenir la libération et l'amnistie des prisonnier·es politiques des gouvernements précédents, particulièrement celles et ceux des luttes sociales de 2019 et du peuple Mapuche. Concernant ce dernier, la question de l'auto-détermination, de la restitution des terres usurpées et de la construction d'un État plurinational est un défi majeur pour toute perspective démocratique au Chili.

Franck Gaudichaud, co-président de l'association de solidarité internationale France Amérique Latine²

¹ Ce texte est basé sur une actualisation d'un court entretien paru dans le dernier numéro de la revue de l'Ecole Emancipée. Le suivi de sa production pour Attac a été assuré par Séverine Schulte.

² Professeur en histoire et études latino-américaines (université Toulouse Jean-Jaurès), il est notamment coordinateur de l'ouvrage *Gouvernements progressistes en Amérique latine (1998-2018). La fin d'un âge d'or*, Presses universitaires de Rennes, 2021.

Une pelle d'or pour les « candidats des inégalités »

ACTION

A l'aube du 4 mars 2022, devant le QG de campagne de LREM à Paris, 40 activistes d'Attac France ont érigé une scénographie à l'effigie des candidats Emmanuel Macron, Valérie Pécresse, Marine Le Pen et Eric Zemmour tenant des pelles dorées, symbole du creusement des inégalités prévu dans leurs projets. Une banderole a été déployée avec le slogan : « Creuser les inégalités : c'est notre projet ! ».

Cette action est intervenue le lendemain de la sortie du rapport sur les « candidats des inégalités », et marque le lancement d'une grande opération de communication nourrie par 1500 kits individuels de mobilisation et des dizaines d'autres adressés aux comités locaux. L'objectif est simple : afficher la troublante proximité des programmes socioéconomiques de ces 4 candidat·es, qui tous, font le choix des inégalités.



© Edouard Chapon

Macron et les enjeux de la présidence du Conseil de l'Union européenne

TRIBUNE

Depuis le 1er janvier, la France, et non la personne de Monsieur Macron, assume la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (et non de l'UE!). La France organise donc le travail du Conseil des ministres européens dans ses dix configurations thématiques (à l'exception de celle des Affaires étrangères).

Il serait toutefois erroné de dire que la présidence du Conseil est sans impact : pour un État membre, c'est un vecteur pour faire avancer les dossiers qu'il juge importants. C'est aussi une aubaine pour un chef d'État qui veut se faire « mousser » en période de campagne électorale! Notre candidat président a ainsi décidé de se positionner sur quatre thèmes principaux : le nucléaire sous couvert de défense climatique, le numérique, les migrations et la défense européenne.

Pour Macron, décarboner rime étroitement avec nucléariser. Sur cette voie plus qu'aventureuse, il peut se targuer d'un certain succès : le projet de « taxinomie verte » rendu par la Commission inclue bien le nucléaire. En contrepartie, le gaz fossile y figure aussi. A noter que la Commission a pris sa décision par vote et non au consensus. Aux côtés de Josep Borell, des commissaires ont voté contre, d'autres se portant absents. C'est au tour du Conseil et du Parlement de prendre la décision finale.

Avec cette présidence est aussi venu le temps du tout numérique, peu importe les effets sur le climat et le fait que des tranches entières de la population ne suivent pas. L'objectif de Macron, en totale phase avec

la Commission, est d'assurer la couverture de l'UE par toutes ces technologies (5G, etc.). C'est un enjeu économique (pour de nombreuses entreprises françaises et transnationales) mais aussi un enjeu de contrôle de la société. Ce n'est pas le commissaire au Commerce intérieur, issu d'Atos, qui le contredira : cette transnationale et Thales ont créé une filiale commune, Athea, qui se propose pour créer un « portefeuille d'identité numérique européen ». Une belle avancée vers un contrôle généralisé des citoyen·nes !

Autre facette de l'avancée vers la « société de contrôle » : les migrations. « Protéger nos frontières est une condition indispensable pour assurer la sécurité des Européens, pour relever le défi migratoire et éviter les drames que nous avons vécus ». Au-delà du cynisme de la référence à l'évitement des drames, Macron a pour objectif d'initier une réforme de l'espace Schengen. Afin de renforcer les contrôles aux frontières, il souhaite notamment la « mise en place d'un pilotage politique » via des réunions régulières des ministres européens concernés. Le tri ethnique des réfugiés sévissant aux frontières de l'Ukraine illustre la tendance raciste de cette politique.

Enfin notre apôtre de la « souveraineté européenne » poussé *in rerum natura* par le lobby militaro-industriel européen veut faire avancer la défense européenne. Mais évidemment la guerre en Ukraine ne peut qu'alimenter la tension entre la volonté macroniste et celle de certains états membres de s'en remettre à la colonne vertébrale de la défense occidentale : l'OTAN qui est clairement associée au concept de défense européenne dans les traités européens. Pour de réelles avancées en matière de droits sociaux, on attendra. Ce n'est pas l'ADN de notre « président de l'Europe » et la nature néolibérale des traités européens les entravent.

Jean-Michel Coulomb

EDF face à ses concurrents

ANALYSE

En 1996, l'Union européenne imposait l'ouverture à la concurrence du gaz et de l'électricité. En France, le monopole d'EDF devait être progressivement démantelé pour faire place à d'autres acteurs et donner aux consommateurs le choix de leur fournisseur (entre 2000 et 2004 pour les entreprises et en 2007 pour les particuliers).

Vingt ans après, le bilan est indéfendable :

- les prix facturés aux usagers ont augmenté de 50 % hors inflation entre 2007 et 2020 et auraient littéralement explosé en 2022 (+45 % HT prévu) sans les mesures gouvernementales limitant la hausse à 4 % ;
- l'égalité de traitement a volé en éclat ;
- la volatilité des prix de l'électricité menace les entreprises et les empêchent de décarboner certains procédés en les électrifiant ;
- EDF, encore principal producteur, fragilisé par le manque de visibilité de ses revenus, ne peut investir correctement dans le parc actuel comme futur.

La crise actuelle liée à l'explosion des prix du gaz est la plus spectaculaire, mais certainement pas la première. Le marché mis en place il y a vingt ans ne tient pas debout, malgré les multiples rustines ajoutées au fil du temps. Au point que le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, déclarait en septembre dernier : *« Le marché unique européen de l'électricité ne marche pas, il est aberrant (...) Les Français en paient la facture d'une manière incompréhensible pour eux et totalement inefficace du point de vue économique »*. En effet, le prix de marché est calé sur le coût de production d'un mégawatt-heure supplémentaire (coût marginal), correspondant à grands traits au coût de combustible de la centrale la plus chère en fonctionnement sur le réseau européen interconnecté – charbon ou gaz dont les prix sont extrêmement volatils, imprévisible et incontrôlable par la puissance publique. Pourtant, les coûts de production de l'électricité sont – eux – très stables car composés en grande partie de coûts fixes de construction des centrales, dans un parc où 93 % de la production ne viennent pas des centrales à gaz ou charbon (en France : 70 % nucléaire, 12 % hydraulique, 10 % éolien et solaire). Ainsi, en 2021, alors que les prix de marché étaient multipliés par 240 %, les coûts de production n'augmentaient que de 6 %. Et les coûts du système, incluant production et réseau, ne progressaient que de 4 % (5 % en 2 ans). Autrement dit, si l'électricité n'avait pas été ouverte à la concurrence, la crise des prix du gaz n'aurait pas eu d'impact majeur sur les coûts de l'électricité.

Ce marché « aberrant » a été mis en place pour permettre la concurrence. Mais de quelle concurrence parle-t-on ? Les réseaux sont toujours en monopole, heureusement. Quant à la production, elle est encore assurée à 80 % par EDF et si certains acteurs privés ont racheté ou développé des moyens de production (d'abord hydrauliques et à gaz puis éolien et solaire), ils sont rémunérés par des mécanismes hors marché qui leur garantissent la nécessaire visibilité de revenu que ne peut leur donner le marché.

La principale concurrence concerne donc l'activité de fourniture, purement financière et commerciale et créée pour l'occasion. La plupart des fournisseurs ne produisent pas l'électricité, ne la choisissent pas, ne la stockent pas, ne la transportent pas, ne la livrent pas. Ils mettent juste leur logo sur la facture. L'un des leurs, le président décomplexé d'ekWateur, Julien Tchernia l'a dit clairement auprès des journalistes de *La Tribune* : « Nous ne sommes pas plus énergéticiens qu'Amazon n'est libraire ». Ce sont donc des Amazon qui ne livreraient même pas les clients !

C'est pour faire vivre ces fournisseurs et leur permettre d'acheter leur électricité que le marché a été mis en place. Ils ont par ailleurs obtenu un accès à une partie de la production nucléaire plafonnée au prix coûtant (mécanisme de l'ARENH) ainsi que la suppression des tarifs réglementés de vente pour les entreprises et leur indexation sur les prix de marché pour les particuliers (responsable de la hausse de 45 % initialement prévue en 2022).

Malgré ses déclarations, Bruno Le Maire s'est finalement contenté, une fois de plus, de mesures complexes, à l'efficacité difficile à évaluer mais surtout très temporaires. Il a ainsi demandé à EDF de racheter sur le marché, en 2022, une électricité que l'entreprise a déjà vendue (moins cher) mais pas encore produite pour la revendre à ses concurrents à prix coûtant ! EDF, comme les consommateurs particuliers et industriels, restent dans une incertitude rendant impossible une transition énergétique pourtant urgente qui impose des investissements de long terme, donc de la visibilité. Quant à l'Union européenne, elle considère que le marché fonctionne très bien et qu'il suffit de passer cette crise temporaire !

Il devient maintenant vital de sortir du marché de l'énergie et de ce dogme de la concurrence pour construire un système 100 % public sous contrôle citoyen, comme le demandent les signataires de la tribune collective publiée dans *Le Monde* le 31 mai 2021. Quitte à désobéir aux textes européens¹.

Anne Debrégeas, ingénieure de recherche et porte-parole de la Fédération SUD-Énergie

¹ *Le Monde*, « Pour "la construction d'un véritable service public de l'énergie sous contrôle citoyen" », 31 mai 2021. Tribune également signée par Attac.

De la difficulté d'une politique internationale altermondialiste **ANALYSE**

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a fait non seulement entrer l'Europe et probablement le monde dans une nouvelle ère, mais pose des questions fondamentales à la gauche et plus globalement à tous les progressistes. Elle oblige à redéfinir ce que pourrait être une politique internationale de gauche.

D'un point de vue géopolitique, la situation actuelle est caractérisée par trois éléments principaux : une grande puissance anciennement hégémonique, les États-Unis, voulant sinon le redevenir, du moins garder la main pour conduire les affaires du monde ; un pays qui auparavant était co-gestionnaire du monde et qui n'accepte pas son déclin, la Russie ; une nouvelle grande puissance, la Chine, qui veut devenir dominante.

Nous sommes donc entrés, et pour longtemps, dans une phase d'affrontement entre puissances tel que le monde en a déjà connu alors même que le capitalisme n'a existé historiquement qu'en étant articulé à une puissance hégémonique. Or justement, aucun pays ne peut prétendre aujourd'hui à ce rôle, la particularité étant que cet affrontement se produit entre des puissances nucléaires ayant chacune la possibilité de détruire toute vie sur terre. À ces éléments s'ajoutent les menaces djihadistes et les menées de tel ou tel État pour profiter d'une situation de plus en plus chaotique avec des conséquences régionales déstabilisatrices.

La première conséquence de cette situation éminemment complexe est de rendre obsolète pour la gauche un certain type d'attitude qui consiste à avoir une vision du monde surdéterminée par le combat contre l'impérialisme étatsunien, avec pour conséquence le fait de fermer les yeux sur certains comportements ou de soutenir des régimes dictatoriaux. Cette attitude porte un nom, le campisme, qui a été dominant à l'époque de la guerre froide et qui consistait en une défense inconditionnelle du « camp socialiste ». On sait comment tout cela s'est terminé.

Mais il y a une autre forme de campisme qui doit être rejetée aussi, celle de s'aligner sur son propre impérialisme, ou plus largement sur le « camp occidental » dominé aujourd'hui par les États-Unis, au prétexte que ce dernier serait « démocratique », alors même qu'il mène par ailleurs une politique oppressive de domination. Au-delà de ce refus du campisme, il faut essayer de définir les principes qui devraient guider une politique de gauche altermondialiste. Cette dernière doit se baser sur les intérêts des peuples compris dans une perspective émancipatrice.

Pierre Khalfa, membre du Conseil scientifique d'Attac et de la Fondation Copernic

Cet extrait est l'ouverture d'un texte proposé par Pierre Khalfa sur son blog, le 2 mars dernier. Vous pouvez retrouver sa suite à ce lien : attac.org/L/ukraine-alter, ainsi que la rubrique du site d'Attac dédiée à la guerre en Ukraine : attac.org/L/solidarite-ukraine.

La justice fiscale, enjeu de la campagne électorale

ANALYSE

Si le conflit en Ukraine occupe la fin de la campagne présidentielle, les questions fiscales y ont joué un rôle important, avec un clivage clair entre le camp progressiste (Mélenchon, Jadot, Hidalgo et Roussel), et la droite (Macron, Pécresse, Le Pen, Zemmour) dont les programmes prolongent les politiques néolibérales de Macron, avec pour effet d'accroître les inégalités et l'injustice fiscale. Ainsi, ces 4 candidat-es de droite sont d'accord pour baisser les droits de donation et de succession, ce qui profiterait aux plus riches, dans la mesure où 85% des successions ne donnent lieu à aucun impôt, tout comme l'immense majorité des donations. De même, aucun de ces 4 candidat-es propose de revenir sur les cadeaux fiscaux faits aux riches au cours du dernier quinquennat, notamment la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), et le prélèvement forfaitaire unique (PFU) qui a éliminé la progressivité de l'imposition sur les revenus financiers. Par ailleurs, la bande des 4 propose une poursuite de la baisse de l'imposition sur les sociétés et des impôts de production, ce qui profiterait surtout aux grandes entreprises. Ces dernières seraient les grandes bénéficiaires de ces politiques d'autant plus que la lutte contre leur évasion fiscale massive n'est pas une priorité des « candidat-es des inégalités ».

La justice fiscale est un marqueur des 4 candidat-es du camp progressiste qui proposent de s'attaquer aux cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises de ces dernières années, avec le rétablissement de l'ISF, la suppression du PFU et l'arrêt de la baisse des impôts des entreprises. Leurs programmes convergent sur deux points importants, selon des modalités différentes. D'une part, renforcer la progressivité de l'impôt sur les revenus et les patrimoines des ménages, ainsi que sur les sociétés, avec un impôt progressif selon le niveau des profits. D'autre part, l'introduction d'un volet écologique dans l'impôt. Mais aucun des programmes comporte un volet taxe carbone : c'est l'effet Gilets jaunes... Enfin, dans un souci de préserver le financement des services publics, les candidat-es du camp progressiste ne donnent pas la priorité à la baisse des cotisations sociales, proposition dangereuse pour la protection sociale, mise en avant par les candidat-es de droite pour une hausse illusoire du pouvoir d'achat des ménages.

Observatoire de la justice fiscale

Retrouvez le rapport « Les candidats des inégalités » et beaucoup d'autres analyses sur le site de l'Observatoire : obs-justice-fiscale.attac.org

Que nous a appris la pandémie sur le sens du travail ? **TRIBUNE**

Que nous a appris la pandémie sur le sens du travail ou qu'aurait-elle dû nous apprendre... si le « naturel » du capitalisme ne revenait pas au galop à peine la velléité de le chasser s'évanouissait ? Trois choses. On peut toucher le fond en saccageant le travail. Au fond, quel travail est essentiel ? Avec le travail, « c'est le fonds qui manque le moins ».

Toucher le fond en saccageant le travail

Depuis près d'un demi-siècle, le monde est traversé par une déferlante néolibérale qui a conduit le capitalisme dans le pire des excès et de la violence : faire des êtres humains, des connaissances, de la nature et de tout le vivant de vulgaires marchandises. Pour y parvenir, il lui fallait venir à bout de la première des résistances qui s'opposait traditionnellement à lui : celle du travail. L'entreprise fut menée tambour battant. Désindexation des salaires de la productivité du travail, dissolution progressive des droits sociaux, chômage délibérément laissé filer, précarisation plus galopante que rampante, destruction des tissus collectifs de travail au gré des délocalisations, assujettissement du travailleur à l'imaginaire de la « valeur pour l'actionnaire » considérée comme la fin ultime de l'économie.

« Quand la bise fut venue », celle de la pandémie, « pas un seul petit » lit d'hôpital disponible parce que des dizaines de milliers en avaient été auparavant supprimés. Pourquoi donc alors se préoccuper d'embaucher des soignant·es puisque les lits pour accueillir des malades avaient disparu ? Les humains malades de la covideste n'en mouraient pas tous, mais tous étaient frappés du mal de la distanciation sociale. Celle-ci, qui est l'opposée de la socialisation nécessaire aux tout jeunes enfants, produisit alors ses ravages dans l'éducation. L'école, mal aimée du capitalisme néolibéral parce qu'elle devrait former des citoyen·nes, avait vu, comme l'hôpital, ses personnels se désespérer progressivement d'y parvenir à mesure que leur propre travail était déconsidéré. À trop tirer sur la corde, elle se casse.

Au fond, quel travail est essentiel ?

Ce fut la surprise du premier confinement. Le monde, éberlué, découvrait que l'essentiel n'était pas de travailler pour produire des gadgets à renouveler tous les six mois. Les soignant·es – notamment les infirmières, sages-femmes et aides-soignantes – battaient le pavé depuis des années pour réclamer des postes, des moyens et de la reconnaissance, et cela dans la quasi-indifférence générale, surtout celles des gouvernants, et, d'un coup, ils étaient applaudis aux fenêtres.

Ainsi, pour faire société, c'est-à-dire pour aller vers « la civilisation des mœurs », comme disait le sociologue Norbert Élias, la priorité est de délibérer démocratiquement sur les finalités assignées au travail humain. La surprise du confinement est donc simultanément sa première leçon : éduquer, soigner, protéger, tels sont les enjeux mis au jour. Enjeux du présent et de l'avenir. En effet, donner enfin du sens au travail est le seul moyen de concilier les préoccupations sociale et écologique.

Avec le travail, c'est le fonds qui manque le moins

Ésope et La Fontaine l'avaient compris, avant même Marx, « le travail est un trésor ». En l'occurrence, le travail accompli dans tous les services non marchands, qui échappent donc au règne du profit, est productif des choses essentielles, mais, de surcroît, est productif de valeur économique qui n'est pas soustraite à celle des marchandises mais qui s'y ajoute. On pouvait s'en douter, et quelques rares économistes iconoclastes le criaient dans le désert depuis longtemps, mais la sentence bourgeoise était la plus forte : tout ce qui n'est pas marchandise est parasitaire et argent gaspillé. Mais l'idéologie ne gagne pas à tous les coups car, un rappel à un peu de raison vient d'être adressé par l'Insee lui-même : les fonctionnaires sont productifs. Que ceux ou celles qui voudraient encore supprimer des postes par dizaines sinon centaines de milliers se le disent !

Mais le meilleur reste à voir : comment ce travail essentiel est-il productif ? S'agit-il d'un tour de magie ? La magie n'est pas dans l'argent, elle est dans la démocratie : la collectivité a un jour décidé qu'on devait apprendre et écrire à tous les enfants, soigner tous les malades, et satisfaire aussi de nombreux autres besoins collectifs. Elle a donc validé par avance le travail de ceux et celles qui seraient affectés à ces tâches, hors de toute nécessité de passer par la case marché-profit-accumulation. Rien qu'en procédant à cette validation sociale par une décision politique démocratique, dont la seule condition est que celle-ci soit suivie d'une seconde décision : accepter démocratiquement qu'un impôt aussi juste que possible en vienne effectuer le paiement. « Travaillons, prenons de la peine » à définir ainsi le travail.

Jean-Marie Harribey, membre du Conseil scientifique d'Attac

Au Rojava, « le projet démocratique fait face aux défis et va de l'avant » **ENTRETIEN**

Le Rojava Information Center (RIC) est une organisation indépendante créée en décembre 2018. Elle est composée de volontaires bénévoles et basée au cœur de l'Administration autonome du nord-est de la Syrie (AANES), plus connue sous sa dénomination kurde, le Rojava. Le RIC fournit des informations aux reporters internationaux et les aide dans leur travail sur le terrain. Il a notamment collaboré avec de grandes rédactions comme CNN, Al Jazeera, The New York Times, Die Zeit, El Pais, Le Monde, Corriere Della Sera... L'un de ces volontaires, sous couvert d'anonymat, a accepté de nous répondre.

Quel est le travail du RIC et quel est son objectif ?

Le personnel bénévole du RIC est composé de journalistes internationaux et de militant·es. Elles et ils se sont rendus dans le nord et l'est de la Syrie (NES) dans le but de partager leurs compétences dans une région qui ne bénéficie des avantages d'une presse libre que depuis sa libération du contrôle du gouvernement Assad en 2012. Notre équipe comprend également des locaux, qui partagent leur temps, leurs compétences, leur expérience et leur connaissance de la région. Il y a un manque de reportages clairs et objectifs sur le Rojava, et les journalistes sont souvent dans l'incapacité d'entrer en contact avec des personnes sur le terrain. Nous avons donc créé le RIC pour combler cette lacune. Notre objectif est de fournir aux journalistes, aux chercheur·ses et au grand public des informations précises, bien documentées et transparentes. Nous travaillons en partenariat avec des institutions civiles et politiques, des journalistes et des activistes des médias dans toute la région pour fournir aux reporters internationaux les informations et les contacts dont ils et elles ont besoin dans le NES. Nous publions également nos propres rapports, dossiers, vidéos et bases de données.

Quelle est la situation actuelle pour les habitant·es du Rojava ? Comment l'expérience politique singulière qui y a vu le jour se traduit-elle dans la vie quotidienne ?

Les habitants du nord et de l'est de la Syrie ont subi les conséquences d'une décennie de guerre, l'action de Daech et les embargos des États-Unis et de l'Union européenne sur la Syrie, qui ont provoqué une pénurie générale de produits de base et d'énormes difficultés dans la vie quotidienne. En outre, la région est confrontée à l'occupation de

zones stratégiques du NES par les forces turques. La Turquie et les mandataires qu'elle soutient sont responsables de violations des droits humains dans ces zones et attaquent de manière incessante des cibles civiles. L'État turc provoque également une pénurie d'eau dans la région, ce qui a d'énormes répercussions puisque la plupart des habitant·es vivent de l'agriculture ou de l'élevage. Cela se traduit par la construction incessante de barrages dans le sud-est de la Turquie et la région de Serê Kaniyê occupée par les Turcs, ou encore la fermeture répétée des stations d'eau d'Alouk, qui alimente Heseke mais se trouve sur le territoire contrôlé par l'armée nationale syrienne. Cet usage militaire de l'eau par le gouvernement turc et les groupes qu'il soutient aggrave une situation déjà difficile due au changement climatique et à de graves sécheresses.

En dépit de ces difficultés, le projet démocratique de l'AANES fait face aux défis et va de l'avant. Elle met en oeuvre une démocratie populaire intégrant les communes organisées au niveau des quartiers, et promeut l'autonomisation des femmes, la tolérance et le respect entre les religions ainsi qu'entre les groupes ethniques et linguistiques de la région.

Compte tenu du retrait de la coalition internationale, de la pression turque et de la résurgence de Daech, quelles sont les raisons d'espérer pour le Rojava ?

La région est confrontée à de nombreuses menaces existentielles, mais l'AANES est le seul acteur qui peut offrir une solution démocratique. Un contrat social actualisé (semblable à une constitution) sera bientôt publié, et les premières élections générales devraient avoir lieu peu après, en 2022. De nouvelles lois continuent d'être adoptées par les conseils afin de faire face aux nouveaux défis. L'AANES a récemment approuvé un plan d'action qui comprend, entre autres, l'amélioration de la situation environnementale, y compris la plantation d'arbres pour éviter la poursuite de la déforestation ; le soutien et le développement d'agences de contrôle du marché ; la prévention des monopoles et de l'inflation des matériaux ; le soutien des économies des communautés afin d'atteindre l'autosuffisance – y compris par le biais de coopératives ou d'investissements privés, en soutenant le secteur agricole local, en établissant et en soutenant des projets pour les femmes, et en trouvant des alternatives pour la fourniture d'énergie.

Propos traduits et recueillis par Franck Mithieux

Le site du Rojava Information Center est accessible à ce lien (en anglais) : <https://rojvainformationcenter.com/>

Pour l'eau, pour le vivant, non aux méga-bassines !

Une «bassine», c'est une réserve d'eau géante (8 à 10 hectares en moyenne, 8 m de profondeur entourés de digues de 10m de haut), remplie en hiver en pompant principalement dans les nappes souterraines, pour irriguer en été des cultures intensives (2/3 de maïs, semences, légumes industriels) et financée avec 70 % d'argent public. De nombreux projets sont en cours dans les Pays de Loire, la Nouvelle Aquitaine, la région Centre et la Bretagne. Dans les Deux-Sèvres et départements limitrophes de nombreux collectifs se sont constitués pour lutter contre des projets de bassines : une mobilisation importante est en cours contre le projet concernant le bassin versant Sèvre Niortaise et Mignon. Il s'agit bien de protéger ce bien commun qu'est l'eau.

Ces bassines sont de véritables gouffres financiers, un désastre écologique, écocide même, la confiscation d'une ressource par quelques utilisateurs ! En effet, le partage inéquitable de l'eau est consacré pour le bénéfice de seulement 6 % des agriculteurs de la zone concernée. Dans le même temps, durant l'été, il va être demandé aux habitant-es et paysan-es qui pratiquent l'agroécologie de restreindre leur usage de l'eau. Car ces bassines sont au service d'une production destinée à l'exportation ou aux agrocarburants. C'est également un risque pour l'eau potable, la biodiversité animale et végétale et pour le bon fonctionnement des milieux naturels. Les prélèvements sur la ressource, même en hiver, ont des conséquences sur l'assèchement des rivières et donc sur la biodiversité et cette agriculture intensive utilise des intrants chimiques qui détériorent la qualité de l'eau potable que nous buvons.

C'est enfin un projet incohérent : une évaporation de 20 % liée au stockage et à l'arrosage est constatée conduisant à un gaspillage de la ressource, une dilapidation de l'argent public qui provient (en partie via les agences de l'eau) des factures d'eau des consommateurs pour le profit de quelques utilisateurs, un non-respect du principe pollueur-payeur. Dans un avenir proche et en raison du réchauffement climatique, il n'existe d'ailleurs aucune garantie de les remplir pendant la période hivernale.

Le collectif Plus Jamais Ça au plan national, avec ses relais locaux, refuse les méga bassines et soutient les projets d'agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement, de la santé, et favorisant des emplois de qualité.

Annick Coupé & Julien Rivoire

Une Université d'été européenne des mouvements sociaux à Mönchengladbach à l'été 2022 !

Attac a coorganisé en 2018 à Grenoble puis en 2021 à Nantes des journées estivales permettant aux militant-es issus d'horizons divers de se rencontrer, d'échanger, et de s'organiser pour construire ensemble des mobilisations.

Nous réitérons l'expérience à l'échelle européenne ! Grâce aux efforts d'Attac Allemagne, un premier noyau d'organisations s'active d'ores et déjà pour organiser une Université d'été européenne à Mönchengladbach (entre Düsseldorf et Cologne). Elle se déroulera du 17 au 21 août 2022.

Il s'agit de rassembler en un même lieu des militant-es issus de divers pays européens, de divers horizons et pratiques militantes. S'il existe des réseaux thématiques à l'échelle européenne (sur le libre-échange par exemple, ou sur le logement ou la santé), il est encore difficile d'imaginer des mobilisations d'ampleur à cette échelle. L'ESU (European Summer University en anglais) se veut une première étape modeste certes (il y en aura une deuxième à Florence à l'automne 2022 à l'occasion de l'anniversaire de la création du forum social européen), pour participer à la construction d'un mouvement social européen, critique du capitalisme, de la mondialisation, du patriarcat, etc. et porteur d'un imaginaire et d'alternatives concrètes.

Le groupe européen de préparation a vocation à s'élargir à d'autres mouvements sociaux. Un appel à activités est en cours. Pour qu'un atelier soit accepté il devra être porté par au moins trois organisations de trois pays différents. Nous comptons sur les espaces de travail d'Attac pour activer leurs réseaux et contacts européens et contribuer au programme. De nombreuses thématiques seront abordées : crise climatique et écologique ; crises de l'économie capitaliste ; démocratie et libertés publiques face à la montée de l'autoritarisme ; solidarité : santé et pandémie ; montée de l'extrême droite et enjeux migratoires et démocratiques ; intersectionnalité : comment articuler féminisme, antiracisme et anticapitalisme dans nos luttes ; rivalités géopolitiques et guerres contre détente et paix ; luttes autour du logement ; conflits dans le monde du travail aujourd'hui ; libre-échange et pouvoir des multinationales ; transformation écologique et sociale ; stratégies des mouvements sociaux...

Verveine Angeli, Annick Coupé & Alice Picard

Foncière Antidote – Une alternative à la propriété privée

Il arrive qu'un lieu alternatif soit, pour des raisons pratiques, racheté par l'association qui le gère. Sa revente éventuelle, le départ de l'un de ses membres vendant sa part, ou sa transmission, peuvent participer à la spéculation foncière. La foncière Antidote¹ a pour objectif de séparer le fructus de l'usus, la propriété de l'usage, et donc de garantir une pérennité du lieu débarrassée des contraintes du marché.

Pour cela Antidote détourne habilement le principe des fonds de dotations, de plus en plus utilisé par des associations, notamment « La terre en commun »² à Notre-Dame-des-Landes. Créée par Christine Lagarde alors ministre des Finances pour accorder des avantages fiscaux aux grands donateurs privés dans le cadre du mécénat, cette forme juridique permet de gérer du foncier, et de recevoir des dons et des legs de manière défiscalisée.

L'association se charge de récolter les fonds pour l'achat du lieu, puis transmet le titre de propriété à la foncière Antidote. Elle devient alors locataire, sous forme d'un bail emphytéotique sur le long terme. Si l'association cesse d'exister, la Foncière reste propriétaire.

La foncière Antidote est gérée par l'association « les Passagères de l'Usage » : sa direction collégiale, le Conseil Communal, comprendra des représentants des associations de chaque lieu. Ainsi, une association partenaire devient à la fois locataire d'un lieu qu'elle anime, et membre actif du collectif propriétaire de l'ensemble des lieux, en charge notamment de coopter de nouveaux porteurs de lieux.

La foncière Antidote s'est créée il y a peu de temps, ces différentes structures sont en cours de constitution. Actuellement trois associations sont en recherche de financements pour acheter les lieux autogérés qu'elles occupent : Ancrage³ en milieu urbain Nancy, La Talvère⁴ dans le Lot et les Communs de la Marinière⁵ en Aveyron.

La foncière Antidote est donc une initiative originale qui permet de sortir de la propriété privée et de la spéculation, et ainsi de gérer collectivement des communs, ici du bâti et éventuellement du foncier, afin de garantir leur vocation initiale.

Gilles Sabatier & Séverine Schulte

Pour en savoir plus sur ces différents projets :

1 lafonciereantidote.org

2 encommun.eco

3 ancrage-nancy.org

4 latalvere.org

5 lescommunsdelamariniere.fr

Création de la Coordination pour une agriculture paysanne sociale et écologique en Bretagne (CAPSEB)

Le 1^{er} février dernier, 27 organisations ont signé la déclaration commune qui crée la coordination CAPSEB portée par Attac 22, Attac Pays Malouin – Jersey, la Confédération paysanne, la FSU et Solidaires Bretagne. Elle concrétise ainsi l'idée lancée le 27 août 2021 lors de l'Université d'été de Nantes pendant l'atelier « Face à la puissance des lobbies de l'agro-industrie en Bretagne : luttes, résistances et victoires ». Il s'agit d'établir un rapport de force pour rendre visible l'existence d'un autre modèle d'agriculture dans la région.

Il est essentiel de faire prendre conscience de là où se situe le pouvoir réel en Bretagne pour s'opposer au modèle agricole dominant qui nomme des vice-présidents à l'économie / à l'agriculture au sein du Conseil régional ; met sous tutelle le pouvoir communal par le contrôle des bulletins communaux ; s'appuie sur l'Institut de Locarn issu des milieux capitalistes et productivistes et oriente la politique économique de la région ; limite le contrôle des préfets sur les zones de captage d'eau potable ; contrôle les organes de presse.

3 leviers pour agir

L'accès à la terre

L'ambition de la CAPSEB est de multiplier par quatre le nombre d'installations par an de nouveaux agriculteur·ices sur des fermes à taille humaine en impliquant l'Établissement public foncier de Bretagne dans la gestion de la passation des exploitations, alors qu'il privilégie actuellement l'extension des grandes exploitations existantes.

Conditionner les aides publiques

Nous défendons le conditionnement des aides publiques aux entreprises et aux coopératives à de meilleurs critères sociaux en interne pour leurs salarié·es, et en externe en faveur de l'installation de jeunes agriculteur·ices qui s'orientent vers la transition écologique ; la réorientation de l'agriculture vers l'agro-écologie sur tous les territoires ; la reconquête de la qualité de l'eau, l'accompagnement à l'arrêt des pesticides en agriculture et dans l'agro-alimentaire.

La formation des jeunes

L'objectif est de quadrupler le nombre d'installation de jeunes paysan·nes faisant le choix de l'agriculture biologique. Les lycées et les centres de formation doivent s'appuyer sur des fermes et des stations expérimentales résolument tournées vers ce type de culture.

Les comités locaux Attac 22 & Attac Pays Malouin-Jersey

Cet extrait est issu de la dernière Lettre des comités locaux. Retrouvez l'article dans son intégralité à ce lien : vie-interne.attac.org/1112

Une jeunesse qui se tient sage ?

La sous-représentation de la jeunesse dans l'échiquier politique français se constate élections après élections. Apparents abonnés absents de la politique institutionnelle, les jeunes manquent de représentativité, au niveau électoral comme dans le débat public, et copient leurs aînés-és quand il s'agit de grossir les chiffres de l'abstention.

En décembre dernier, ils n'étaient que 41%¹ à se dire prêts à aller voter au premier tour des présidentielles (contre 67% en 2017), un chiffre qui tombe à 23 et 21% pour les jeunes diplômés d'un CAP/BEP ou non diplômés. Au suffrage présidentiel de 2017, ils étaient pourtant 66% à prendre le chemin des urnes au second tour - dans le cadre particulier mais désormais habituel de la présence de l'extrême droite à ce niveau de la compétition électorale. Tirée par l'appareil médiatique, la présidentielle ne fait toutefois pas loi et l'absence des jeunes dans les bureaux de votes se fait surtout remarquer dans les autres scrutins. Aux dernières législatives, 74% des 18-24 ans n'ont pas voté. Ils étaient 72% à s'abstenir pour le second tour des municipales de mars 2020 et 87% pour le premier scrutin des élections départementales et régionales de juin dernier.

Il semble que les institutions leur rendent plutôt bien, puisque force est de constater l'absence généralisée des jeunes dans le corps des élu-es. Seuls deux député-es de moins de 30 ans siègent actuellement à l'Assemblée nationale et 87% des 567 délégué-es ont déjà dépassé la quarantaine. Du côté des municipalités, c'est le même constat : en 2020, 4% des maires étaient âgés de moins de 40 ans au moment de leur élection, un chiffre stable par rapport à 2014 mais en chute libre depuis 1983 où on en comptait 12%².

Comment expliquer cet apparent retrait des jeunes du champ politique ? Certes les voies des réseaux politiques sont réputées impénétrables pour les moins aguerris. Mais la chose n'est pas nouvelle et les discours des médias à large audience font plutôt fi d'un désintérêt croissant des jeunes pour la politique. Sommes-nous témoins d'un réel désengagement ? Si oui, est-ce un désamour lié à une incompréhension ou une mise à l'écart progressive des jeunes par les politiques ?

Des attentes insatisfaites

Pour commencer, il s'agit d'éclaircir ce que l'on entend par « les jeunes ». Groupe social mal identifié, la jeunesse est définie par l'INSEE comme le groupe d'âge des 15-29 ans, soit une population partageant des expériences communes comme la scolarité, la formation d'un couple, l'insertion dans le monde du travail mais aussi l'éventuelle arrivée d'un premier enfant. Selon l'institut, la France compterait quelque 11,9 millions de jeunes en 2022 (données provisoires), soit 17% de la population.

© Brice Le Gall. Mobilisations contre la réforme du Lycée et la sélection à l'Université, 2018.



Face à un échantillon si vaste, il s'agit d'avancer prudemment puisque « la jeunesse » regroupe en fait plusieurs classes d'âges et des personnes aux problématiques et aux environnements très différents. Difficile alors de dire qu'il existe UNE jeunesse, même si des préoccupations communes peuvent traverser ce groupe d'âge, en premier lieu le chômage et l'emploi, cités prioritairement par 31%³ des 18-29 ans en septembre dernier. C'est en effet la catégorie d'âge la plus touchée par le chômage puisque 15,9% des 15-24 ans en recherche d'emploi au quatrième trimestre 2021 n'en trouvent pas – contre 6,8% pour les 25-49 ans et 5,8% pour les 50 ans et plus selon l'INSEE. À cela s'ajoutent les problématiques de logement et de précarité, qui ne sont pas citées dans les études précédentes mais qui demeurent primordiales dans l'accès à l'indépendance matérielle réelle sur laquelle doit déboucher l'emploi. Quand la priorité est de trouver un travail dans une économie en crise, d'accéder au logement dans un marché immobilier qui flambe, d'atteindre l'indépendance avec des salaires et des minima sociaux en baisse, quelle place reste-t-il pour se construire une opinion politique ?

L'apparent décalage entre les attentes des jeunes et leur prise en compte effective dans les politiques publiques pèse lourdement dans la balance. Aux côtés du chômage, les principales préoccupations exprimées par les jeunes que sont l'environnement (37%) et la santé et la qualité des soins (28%) ne sont vraisemblablement pas partagées avec le gouvernement actuel - ni les précédents.

Une politique hors les murs ?

Ce décalage entre préoccupations des jeunes, ou du moins d'une partie de la jeunesse, et les politiques menées, peut cependant se traduire par des formes de participation et de politisation qui ne passent pas nécessairement par la voie électorale. Les vendredis



de marche pour le climat ont par exemple réuni des dizaines de milliers de jeunes dans les métropoles de France en 2018. L'action climatique a d'ailleurs dépassé les seules manifestations puisque les jeunes ont été bien représentés dans la Convention pour le climat (14 % des participant·es étaient âgés de 16 à 24 ans) et se sont mobilisés lors de sa traduction en projet de loi au printemps 2021. La militante écologiste Camille Etienne (23 ans) expliquait lors d'un passage en plateau sur la chaîne Public Sénat en mai dernier : « il ne faut pas confondre un désintérêt de la politique avec [un manque] d'engagement pour des idées plus grandes que nous-mêmes. Si l'on reprend politique au sens de polis, gestion de la cité, la jeunesse est extrêmement éveillée. On se saisit de ces sujets et on a envie d'être impliqués dans les décisions ».

Hors les murs de la politique traditionnelle, la jeunesse semble en effet constituer une frange de la population mue par la volonté de changement et la force de mobilisation. Elle se regroupe par solidarité ou révolte autour d'un discours souvent radical qui dénonce l'inaction des aîné·es et l'injustice du système institutionnel. Les inégalités sociales et les discriminations la préoccupent, souvent bien plus que ses aîné·es, comme les instituts de sondages finissent par le constater. Dans les faits, les jeunes sont surreprésentés dans les manifestations antiracistes et notamment dans les mobilisations réclamant la « justice pour Adama », un jeune homme noir décédé à la suite de son interpellation par les gendarmes à Beaumont-sur-Oise (Val-d'Oise) en 2016. Certain·es choisissent d'œuvrer localement pour le dialogue et l'éducation sur des sujets comme le racisme, à l'instar de Célia Fontaine qui crée en 2020 le collectif Jeunes et Racisés à Amiens. « Nous avons pour objectif d'expliquer les réalités historiques pré-coloniales et postcoloniales, de présenter des personnes "rôles-modèles" de différentes origines peu connues [...] Ainsi notre collectif, en premier lieu, avait

pour but d'aider les autres. C'était un collectif basé sur les valeurs de solidarité et fraternité et moins axé dans une lutte active visant à remuer les responsables politiques. » Mais la lutte active (voire frontale) existe aussi. Et puisque les établissements scolaires se veulent la première porte d'entrée sur la République, les jeunes y font souvent leurs premières armes de citoyen·nes. C'est ainsi que le vendredi 14 septembre 2020, les lycéennes et collégiennes ont mené une action nationale, coordonnée sur les réseaux sociaux sous l'hashtag « #balancetonbahut », afin de dénoncer les règlements qui imposent des tenues « décentes » aux filles. En portant des habits non « corrects » (crop top, jupes courtes, débardeurs moulants), les filles ont voulu dénoncer le sexisme institutionnel et la légitimation des agressions sexuelles. « Quand vous interrompez la journée d'une fille à l'école pour qu'elle se change [...] vous lui dites que préserver un environnement de travail "sans distraction" pour les garçons est plus important que son éducation », pouvait-on voir relayé sur les réseaux et dans les établissements qui n'ont, pour la majorité, pas réagi à ces revendications.

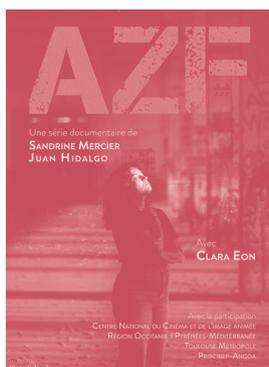
Les jeunes peuvent aussi s'approprier des structures plus classiques de lutte telles que les syndicats. Leur rôle reste cependant consultatif et seuls deux groupements ont bénéficié de subventions en 2020. Que ce soit dans les lycées ou les universités, la perte d'influence de ces structures a des effets néfastes sur la politisation des jeunes étudiant·es, malgré des revendications importantes concernant les investissements dans l'éducation et la formation, les réformes du baccalauréat ou de sélection à l'université, le service national universel (SNU), les discriminations... toutes choses qui concernent une grande partie de la jeunesse.

Ainsi, si l'engagement politique des jeunes reste minoritaire, il semble surtout laissé pour compte par le système politique en vigueur. Le manque de représentativité, la chute de la confiance dans le corps politique et l'inaction gouvernementale sur l'environnement et la précarité sont autant de constats communs partagés par les jeunes citoyens. Le problème réside dans le manque d'évolution positive sur ces problématiques. Et pour créer le politique, il faut d'abord créer la rencontre d'idées et le questionnement citoyen. Où sont les théâtres de quartier, les centres de jeunesse, les clubs de sport locaux gratuits ou abordables, les espaces publics sécurisés pour les jeunes filles et les jeunes racisé·es ? C'est la jeunesse qui va changer le monde, presque personne ne saura dire le contraire. Mais qui est prêt à croire en elle pour le permettre ? Visiblement pas les gouvernements successifs qui ont et continuent de réduire les budgets sociaux et éducatifs avec une condescendance bienveillante qui leur permet d'ignorer les revendications formulées par la jeunesse.

Marie Beyer, journaliste indépendante

- 1 IFOP pour le Journal du dimanche, « Baromètre jeunesse 2022 : regard sur la génération des 18-30 ans – Vague 1 », décembre 2021
- 2 Franck Lemarc, « Analyse du répertoire national des élus de Maire info », 1^{er} octobre 2020
- 3 BVA, « Générations, le grand fossé ? », septembre 2021

A VOIR A LIRE



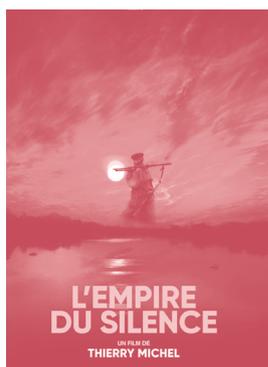
AZF

Le 21 septembre 2001, une terrible explosion détruit l'usine AZF de Toulouse entraînant la mort de 31 personnes et plus de 20 000 blessés. Elle crée un séisme de magnitude 3.4 et est entendue à plus de 100 kilomètres à la ronde. 20 ans après, la fille d'un des disparus revient sur les lieux pour nous faire revivre ce qui a causé la mort de son père et qui reste à ce jour la plus grave catastrophe industrielle que la France ait vécue. Dans une enquête minutieuse de 4 épisodes *La mémoire à vif, Gloire et déchéance, La fabrique du doute et enfin, La mémoire déchirée*, mêlant images d'archives saisissantes, témoignages, animation retraçant ce que nous n'avons pas pu voir et fiction poétique, ce documentaire nous permet de comprendre ce qui s'est réellement passé ce jour-là. Il aborde de manière complète les divers aspects de la tragédie: la tentative vaine des propriétaires de l'usine de la détourner en acte terroriste ou de nier les preuves les plus évidentes, comme le combat des parties civiles pour faire reconnaître les dégâts causés aux victimes, non seulement les plus visibles mais aussi des traumatismes ancrés à jamais. Un travail exceptionnel qui revient sur un moment qui l'est tout autant.

Didier Falleur

AZF

série documentaire
de Sandrine Mercier et Juan Hidalgo
2021, 4 x 26mn



L'Empire du silence

Une campagne d'Amnesty International en 2007 s'intitulait: «Au Congo, c'est le 11 septembre tous les jours». Crimes de guerre et crimes contre l'humanité endeuillent dans le quasi silence la RDC depuis 20 ans mais leurs auteurs finissent officiers de l'armée nationale... Entre génocidaires rwandais, milices aux financements internationaux obscurs et militaires instrumentalisés déshumanisés par leurs actes meurtriers, les populations terrorisées trouvent encore le courage de témoigner. Thierry Michel filme ceux qui parlent dont «l'homme qui répare les femmes», le gynécologue Denis Mukwege, prix Nobel. Terreur et horreur ne nous sont pas épargnées car le cinéaste souhaite donner «les clés de compréhension de la tragédie, toujours d'actualité, dans laquelle s'enfonce ce grand pays africain» qui a le malheur de posséder la majorité des minerais nécessaires à la numérisation du monde et à la «croissance mondiale», y compris «verte». Selon lui, ce film «est un cri et un appel à la justice!». Le rapport Mapping réalisé par l'ONU mais enterré depuis 10 ans va-t-il, grâce à la campagne «Justice for Congo», permettre la création de tribunaux locaux et internationaux et assainir enfin le marché des «minerais de sang»? **Groupe de travail d'Attac sur l'Afrique**

L'Empire du silence

film documentaire
de Thierry Michel
2022, 110mn



La Ruche

Ce premier long métrage de Blerta Basholli raconte avec respect, émotion et délicatesse, la vie et les batailles quotidiennes de Fahrije. La jeune femme poursuit inlassablement la recherche de son mari porté disparu pendant la guerre du Kosovo (1998-99) et l'on comprend la difficulté de cette situation particulière, entre attente déraisonnable et deuil impossible, au surplus condamné par la morale, comme si imaginer la mort allait la provoquer.

Fahrije se trouve dans la nécessité de trouver pour elle-même et sa famille des moyens d'existence, au-delà de la vente des quelques pots de miel que lui donne sa ruche ou de l'aide caritative chichement répartie entre les épouses de disparus.

Mais qu'une femme prenne des initiatives, devienne autonome, et pire encore invite d'autres femmes à s'associer, ne va pas de soi dans cette société patriarcale, même si Fahrije prend bien garde à ne pas sourire ni violer les conventions sociales. Aux obstacles matériels, s'ajoutent malveillance et hostilité.

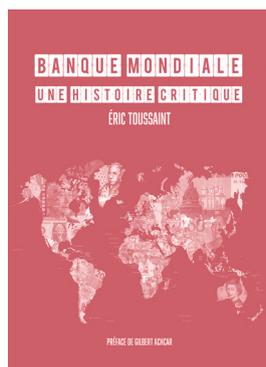
Une belle solidarité féminine, une impressionnante détermination et une heureuse issue permettent de rester optimiste. Un superbe film soutenu par le jeu très juste de Yllka Gashi.

Christine Mead pour la commission Genre

La Ruche

drame de Blerta Basholli
2022, 83mn

A VOIR A LIRE



La Banque mondiale, une histoire critique

Créée en 1944 sous l'égide des États-Unis, en même temps que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale a été conçue avec la double mission d'assurer la reconstruction des pays dévastés par la Seconde Guerre mondiale et le développement des pays du tiers monde.

Historien et économiste engagé, Eric Toussaint nous livre une analyse critique, très documentée, de la dérive depuis les années 1980 de cette institution financière. Celle-ci est devenue un instrument d'assujettissement des pays endettés aux intérêts des pays les plus riches. Honnie dans les pays du Sud, la Banque mondiale n'hésite pas à soutenir les régimes dictatoriaux et les élites corrompues pour atteindre ses objectifs.

Illustrant son propos par sept études de pays, le porte-parole international du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, lève le voile sur les politiques néolibérales imposées par la Banque mondiale, supposées lutter contre la pauvreté, qui tendent en réalité à aggraver le plus souvent les conditions de vie des populations. Pour Eric Toussaint « le bilan humain et environnemental de la Banque mondiale est sans appel : négatif ».

Dominique Plihon

La Banque mondiale, une histoire critique

Eric Toussaint

Ed. Syllepse, janvier 2022



Ceux qui ne sont rien

Comment un engagement militant naît-il ? Pour Taha Bouhafs, c'est en 2016, lors d'une manifestation contre la loi Travail que tout a démarré. Le jeune homme, né en Algérie et ayant grandi à Echirolles, près de Grenoble, se sent immédiatement chez lui dans les cortèges. Il raconte comment son engagement l'a amené à se présenter aux législatives sous les couleurs de la France insoumise, puis à arpenter l'Hexagone pour être aux côtés de celles et ceux qui luttent. Présent sur les réseaux sociaux comme sur les piquets de grève, le jeune homme prend l'habitude de poser des questions à celles et ceux qu'on entend pas et surtout de filmer tout ce qu'il voit et ce qu'il entend. Taha Bouhafs convertit son engagement en métier : il sera journaliste.

Son histoire personnelle est émaillée de déclarations d'Emmanuel Macron, tout en mépris, et de prises de paroles de celles et ceux que vise le président. Les chapitres nous emmènent d'une réforme antisociale à une autre, de la lutte des femmes de chambres de l'hôtel Ibis-Batignolles à celle des Gilets jaunes. Ce récit, mêlant des combats collectifs à la formation d'un engagement personnel, est bienvenu en ce début 2022.

A.L.

Ceux qui ne sont rien

Taha Bouhafs

Ed. La Découverte, janvier 2022



La force de la non-violence

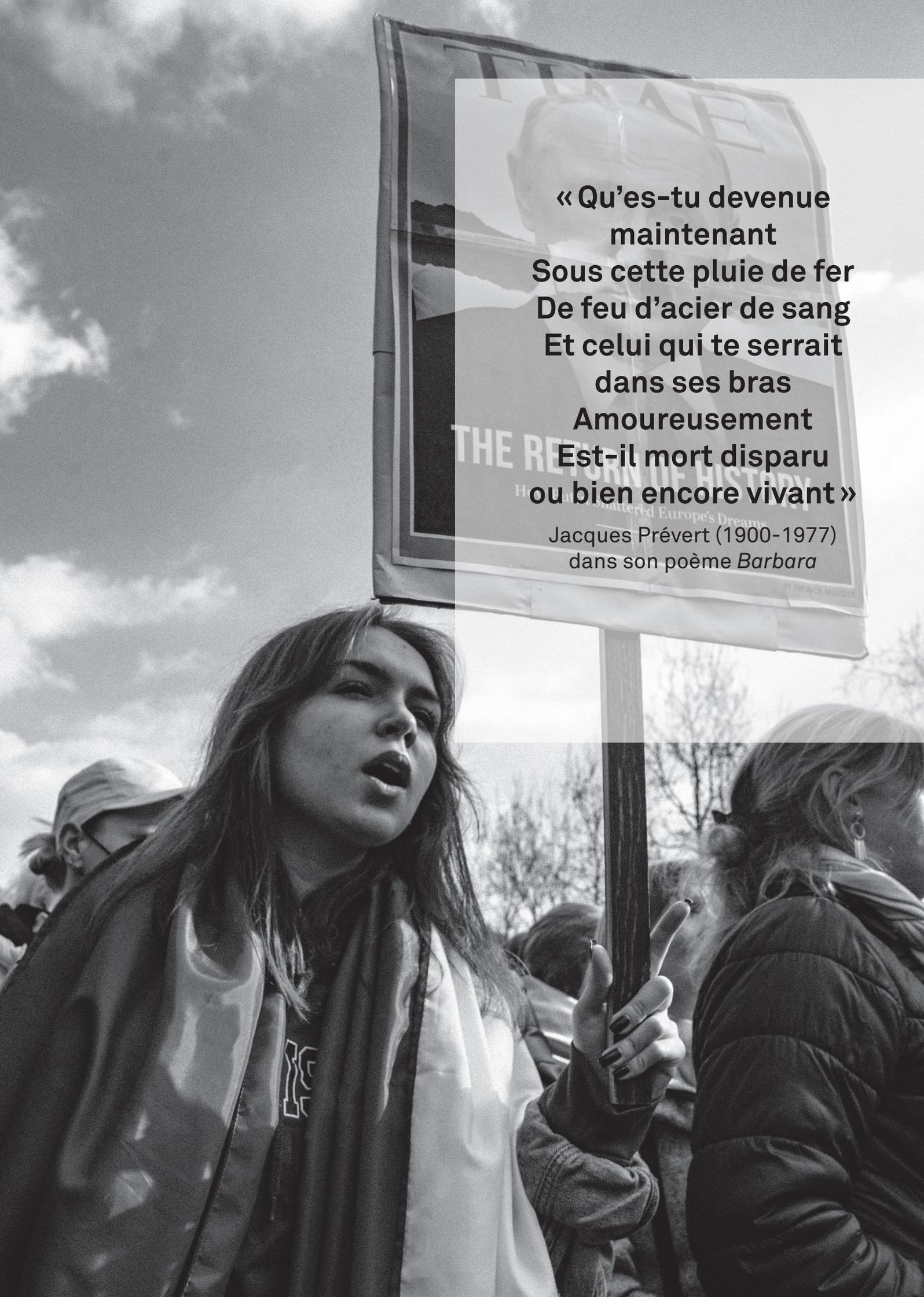
Dans son nouvel ouvrage, *La force de la non-violence : une obligation éthico-politique*, la philosophe américaine Judith Butler propose de « constituer la non-violence comme nouvel imaginaire politique ». Déconstruisant toutes les représentations positives de la violence, elle s'attache pareillement à détruire un à un tous les préjugés tenaces qui persistent à l'encontre de la non-violence qu'elle définit « comme une pratique sociale et politique entreprise de concert, qui culmine dans une forme de résistance aux formes systémiques de destruction et dans un engagement à bâtir un monde qui honore une interdépendance planétaire semblable à celle qui incarne les idéaux de liberté et d'égalité sociale, économique et politique ». Elle démontre que la non-violence est une force combative et agressive en faveur de l'égalité des droits de toutes, à commencer par le droit de vivre. Pour elle, « la non-violence devient une obligation éthique par laquelle nous sommes tenus précisément parce que nous sommes liés les un-es aux autres. » Ainsi, faire l'option de la non-violence, dans un cadre social où nous sommes en interdépendance, c'est refuser de participer à la destruction de l'autre pour ne pas se détruire soi-même. Un ouvrage novateur et décisif.

Alain Refalo, membre du Mouvement pour une alternative non-violente

La force de la non-violence

Judith Butler

Ed. Fayard, octobre 2021



**« Qu'es-tu devenue
maintenant
Sous cette pluie de fer
De feu d'acier de sang
Et celui qui te serrait
dans ses bras
Amourosement
Est-il mort disparu
ou bien encore vivant »**

Jacques Prévert (1900-1977)
dans son poème *Barbara*